

Document

G20: l'Europe veut un contrôle de tous les acteurs du marché, sans exception (23.02)

AFP – 22.02.

Les Européens du G20 réunis dimanche à Berlin ont affiché leur détermination à réguler et surveiller l'ensemble des acteurs des marchés, y compris des fonds d'investissement spéculatifs (hedge funds), mais renvoyé les décisions concrètes au sommet de Londres en avril.

Les Européens du G20 sont tous d'accord sur le fait que "tous les produits et acteurs financiers, y compris les hedge funds et agences de notations (...) doivent être régulés et surveillés", a déclaré la chancelière Angela Merkel lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet informel.

"Pour ceux qui ne sont pas coopératifs, il faut développer des mécanismes de sanction", a-t-elle ajouté.

Les Britanniques, considérés comme réticents à ce sujet, semblent donc s'être rangés à l'avis de leurs pairs. Ces fonds dont la seule motivation est la recherche coûte que coûte du profit agissent en toute opacité et sont considérés comme partiellement responsables de la crise financière qui secoue la planète.

Mais il est trop tôt pour évoquer les moyens envisagés. "Les détails doivent encore être définis", a reconnu Angela Merkel.

La chancelière conservatrice avait convié ses homologues et les ministres des Finances européens du G20 (Royaume-Uni, Italie, France), de même que l'Espagne et les Pays-Bas, afin de définir une ligne commune sur la réforme de la finance mondiale avant le sommet du G20 de Londres le 2 avril, où le président américain Barack Obama fera ses premiers pas sur la scène internationale.

Dans leur déclaration, les Européens ont souligné leurs convergences de vues sur un renforcement du rôle et des ressources du Fonds Monétaire International (FMI). "Nous proposons aujourd'hui (...) un fonds de 500 milliards de dollars qui permettra au FMI non seulement de gérer les crises quand elles se produisent mais aussi de les éviter", a déclaré le Premier ministre Gordon Brown, ce qui correspond à un doublement des moyens du fonds.

Le FMI a souligné plusieurs fois ces dernières semaines que sa capacité à prêter aux pays membres en difficultés, notamment les économies très affaiblies de l'Europe de l'Est, risquaient de s'épuiser si la crise économique perdurait. Le Japon a déjà annoncé son intention de prêter jusqu'à 100 milliards de dollars à l'institution multilatérale.

Le besoin de lutter contre les "centres non coopératifs" comme les paradis fiscaux a aussi été réaffirmé, de même que la nécessité pour les banques de constituer des réserves en temps de croissance pour mieux faire face aux périodes de crise.

"Berlin est une étape importante entre Washington et Londres", a estimé le président français Nicolas Sarkozy. Les Etats du G20 (G7, Russie, 12 pays émergents dont la Chine, le Brésil ou l'Arabie saoudite) s'étaient mis d'accord à Washington sur un catalogue de 47 points, visant à instaurer plus de transparence et de régulation.

C'est bien dans la capitale britannique que tout se jouera. "Il ne s'agit pas de mesures de surface, il s'agira de prendre des mesures structurelles", a insisté le président français.

"Londres doit être un succès", a abondé le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Après leurs querelles sur le protectionnisme, les Européens avaient aussi besoin de mettre les choses au point. Les aides à l'industrie automobile lancées par Paris, Madrid et Rome ont fait grincer des dents à Berlin et Bruxelles.

Ils ont réaffirmé la nécessité de résister au protectionnisme. Avec la récession en cours, la chose n'est pas aisée. "Nous nous engageons à mettre en oeuvre des mesures de relance de telle sorte que toute distorsion de concurrence soit réduite à un minimum absolu", ont-ils indiqué.